



Direction Générale développement économique
Direction du développement économique

CONVENTION D'APPLICATION FINANCIERE 2026 – Subvention de fonctionnement *entre Aerospace Valley et Bordeaux Métropole*

Entre les soussignés

Aerospace Valley association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé 3 rue Tarfaya, CS 64 403, 31405 Toulouse **représentée par son Président Monsieur Bruno Darboux**

Ci-après désigné(e) « organisme bénéficiaire »

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par sa Présidente, Christine BOST, dûment habilitée aux fins desprésentes par délibération n° / du Conseil de Bordeaux Métropole du 30 janvier 2026

Ci-après désigné « Bordeaux Métropole »

PREAMBULE

Bordeaux Métropole a retenu, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le programme d'actions initié et conçu par l'organisme bénéficiaire décrit à l'annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Ce projet est conforme à l'objet statutaire de l'organisme bénéficiaire.

En application de l'article 10 de la loi n° 2000-32 1 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, une convention s'impose pour tout financement public aux organismes de droit privé supérieur à 23 000 €.

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention à l'organisme bénéficiaire pour l'année 2026.

L'organisme bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le programme d'actions décrit à l'annexe 1.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à « 100 000 € », équivalent à 3,63 % du montant total estimé des dépenses éligibles (d'un montant de 2 757 000 euros), conformément au budget prévisionnel figurant en annexe 2.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée est inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles seront inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles} \times \text{Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que l'organisme bénéficiaire devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 5.

Dans l'hypothèse où le montant définitif de la subvention serait inférieur aux acomptes déjà versés, l'organisme est redevable du trop-perçu. Bordeaux Métropole adressera alors un courrier d'information à l'organisme, suivi ensuite d'un avis de sommes à payer pour rembourser ce trop perçu.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 80 %, soit la somme de 80 000 €, après signature de la présente convention
- 20 %, soit la somme de 20 000 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 5, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 2.

La subvention sera créditée au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2027, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **Un compte rendu financier (cerfa n°15059*02 joint en Annexe 3 à la présente convention), signé par la Présidente ou toute personne habilitée**, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- **Le rapport d'activité ou rapport de gestion.**
- **Pour les organismes soumis à un commissaire aux comptes :**
 - Le rapport général du commissaire aux comptes ;
 - Le rapport spécial sur les conventions règlementées du commissaire aux comptes ;
 - Les comptes annuels signés et paraphés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) prévus par l'article L.612-4 du code de commerce.
- **Pour les organismes non soumis à un commissaire aux comptes :**
 - Les comptes annuels de l'organisme signés et paraphés par le Président [ou la Présidente] (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) ».

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

- L'organisme bénéficiaire communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.
- L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux

directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents utiles de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'organisme bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée.

Il devra être en capacité de produire à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions

d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe l'organisme par écrit.

ARTICLE 11. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 12. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Madame la Présidente de BordeauxMétropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex

Pour l'organisme bénéficiaire :

Monsieur le Président d'Aerospace valley
3 rue Tarfaya CS 64 403
31 405 Toulouse

ARTICLE 14. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- annexe 1 : programme d'actions 2026
- annexe 2 : budget prévisionnel 2026
- annexe 3 : Modèle de compte-rendu financier - **Cerfa 15059*02**

Fait à Bordeaux, le , **en trois exemplaires**

Signatures des partenaires

Le président d'Aerospace Valley

La Présidente de Bordeaux Métropole

Bruno Darboux

Christine BOST

Annexe 1 – Programme d'action 2026

1. Orientation générale

Aerospace Valley (AV) déploie son plan d'actions 2026–2027 autour de ses missions bi-régionales Nouvelle-Aquitaine / Occitanie, en soutien à l'innovation, à la structuration des filières et à l'accompagnement des entreprises de l'aéronautique, du spatial et de la défense (ASD). Le pôle intervient à la fois sur les actions « tronc commun » financées par les Régions et sur des priorités renforcées hors périmètre A/B, dont la défense et la réindustrialisation.

2. Priorités transverses du pôle

Innovation et émergence de projets

AV poursuit l'accompagnement des projets d'innovation via les dispositifs régionaux, nationaux et européens.

Dans un contexte de réduction des financements nationaux, le pôle accentue la mobilisation de fonds européens, de dispositifs duals et de financements privés. Il renforce également son rôle dans l'open-innovation entre grands groupes, ETI, PME, startups et laboratoires.

Startups et accélération

La stratégie startups reste centrée sur les projets à forte valeur ajoutée en lien direct avec les filières. Les dispositifs ESA BIC et DISTRICT assurent un modèle autofinancé allant de l'incubation à la scale-up.

Défense

Champ d'activité historique, la défense fait l'objet d'un renforcement : lien avec la DGA et l'AID, soutien à la BITD, amélioration de l'accès aux marchés (forces, industriels, export), et contribution à la montée en cadence industrielle (modernisation, cybersécurité, capitalisation).

Réindustrialisation et souveraineté supply-chain

Le pôle accompagne la transformation industrielle (numérique, énergétique, E2SUF), favorise l'ancrage local de la supply-chain et contribue à identifier les chaînons manquants. Un accent important est mis sur la robustification des capacités industrielles régionales.

Accès aux marchés

AV poursuit les actions de mise en réseau business, organisation de suppliers days, et renforcement de l'international (donneurs d'ordre européens, export).

Compétences

À partir de 2026, AV intégrera davantage le sujet compétences : diagnostics, identification des besoins, lien avec les acteurs de la formation, attractivité des métiers et animation de la filière sur les enjeux RH.

3. Déploiement par secteurs stratégiques

Filière drones

La feuille de route 2023–2026 comprend 50 actions structurantes, dont 22 actives et 21 couvrant le tronc NAQ–OCC.

Les actions 2026–2027 visent :

- le lien avec la puissance publique,
- le déploiement des usages (urbains, régionaux, logistiques),
- l'émergence de projets innovants,
- le renforcement de la filière française depuis le Grand Sud-Ouest,
- la contribution aux transitions énergétique et écologique.

Filière espace

Les priorités s'articulent autour de :

- la compétitivité des véhicules spatiaux,
- l'industrialisation du spatial aval,
- le renforcement de la souveraineté,
- la soutenabilité des activités spatiales.

La stratégie 2026–2027 sera ajustée en fonction de la Stratégie Spatiale Nationale, des arbitrages ESA, et des opportunités européennes.

Filière aéronautique

Les actions sont organisées autour de quatre axes :

- transport aérien durable,
- montée en cadence souveraine et durable,
- vecteurs énergétiques,
- image et attractivité du secteur.

Les 15 actions actives sont entièrement intégrées au tronc NAQ–OCC.

4. Missions transverses

Usine à projets

Le pôle accompagne l'ensemble du cycle projet, de l'idée au montage de consortium, en passant par l'orientation vers les dispositifs de financement, la structuration technologique et le coaching. Une attention particulière est portée à la coopération laboratoires–entreprises (PUI, plateformes universitaires, thèses CIFRE, LabCom) et aux opportunités européennes (EIC, FSTP).

Animation de la communauté

AV organise un ensemble structuré d'événements pour les membres : webinaires, journées thématiques, Forum Aerospace Valley, InnoDay, journées défense et drones, salons sectoriels, actions en lien avec les agences régionales (ADI, AD'OCC, Invest in Bordeaux...). L'accueil de délégations étrangères vise à soutenir l'attractivité du territoire.

Interclustering et financement privé

Le pôle contribue aux actions interpôles lorsque pertinent (drones x agriculture, spatial x mer, IA, éolien...).

Il structure un collège des financeurs et accompagne les entreprises dans leur accès au capital privé.

ANNEXE A _ BUDGET GLOBAL DE FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISME

Exercices
01/04/26 au 31/03/27

Merci de réexaminer quel l'annexa concernée par votre demande de subvention
Pour vous aider à compléter le budget ci-dessous : Cf Guide de constitution des budgets disponible sur le site de Bordeaux
Métropole
Le budget doit être équilibré et signé par le Président de l'organisme ou toute personne habilitée

| CHARGES (en euros) | | PRODUITS (en euros) | | | |
|--|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|--|
| | Budget 01/04/25-31/03/26 (1) | Budget 01/04/26-31/03/27 (1) | Budget 01/04/25-31/03/26 (1) | Budget 01/04/26-31/03/27 (1) | |
| 60 - Actuels | 200 000 | 235 000 | 606 503 | 493 000 | |
| Actuels d'équipement et de prestations de service | 175 000 | 195 000 | 500 000 | 400 000 | |
| Actuels associés de matériels et fournitures | 22 000 | 35 000 | 136 503 | 0 | |
| Actuels non stockables (eau, électricité) | | | | | |
| Fournitures d'équipement et de petit équipement | | | | | |
| Fournitures administratives | | | | | |
| Autres fournitures | 300 000 | 232 000 | 1 236 503 | 1 493 000 | |
| 61 - Services extérieurs | | | 105 000 | 105 000 | |
| Sous-traitance générale | | | 642 000 | 575 000 | |
| Locations mobilières et immobilières | | | 238 000 | 238 000 | |
| Entretien et réparation | | | 103 500 | 100 000 | |
| Primes d'assurance | | | | | |
| Documentation | | | 30 000 | 30 000 | |
| Charges | | | 140 000 | 140 000 | |
| 62 - Autres services extérieurs | 852 000 | 761 000 | | | |
| Matérielles informatiques et informatiques | 412 000 | 321 000 | | | |
| Publicité, publications | 254 000 | 206 000 | | | |
| Déplacements, missions et déplacements | 130 000 | 130 000 | 920 000 | 1 000 000 | |
| Frais postaux et de télécommunication | 36 000 | 36 000 | 500 000 | 1 000 000 | |
| Services bancaires | 10 000 | 8 000 | | | |
| Charges | | | | | |
| 63 - Impôts et taxes | 80 000 | 80 000 | | | |
| Impôts et taxes sur rémunérations | | | | | |
| Autres impôts et taxes | | | | | |
| 64 - Charges de personnel | 1 478 000 | 1 429 000 | 80 000 | 79 000 | |
| Rémunérations du personnel | | | 0 | | |
| Charges sociales | | | | | |
| Autres charges de personnel | | | | | |
| 65 - Autres charges de gestion courante | | | | | |
| 66 - Charges financières | | | | | |
| 67 - Charges exceptionnelles | | | | | |
| 68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements | | | | | |
| 69 - Impôt sur les sociétés | | | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 2 915 000 | 2 757 000 | | | |
| 69 - Employé des contributions volontaires en nature | 795 000 | 640 000 | | | |
| - Secours en nature | | | | | |
| - Affectation gratuite des biens et services | 795 000 | 640 000 | | | |
| - Personnel bénévole | | | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 2 915 000 | 2 757 000 | | | |
| 70 - Produits financiers | | | | | |
| 71 - Produits exceptionnels | | | | | |
| 72 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 73 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 74 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 75 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 76 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 77 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 78 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 79 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 80 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 81 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 82 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 83 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 84 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 85 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 86 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 87 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 88 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 89 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 90 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 91 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 92 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 93 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 94 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 95 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 96 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 97 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 98 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| 99 - Produits de subventions (777) | | | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 2 915 000 | 2 757 000 | | | |
| 87 - Contributions volontaires en nature | 795 000 | 640 000 | | | |
| - Bénévolat | | | | | |
| - Prestations en nature | 795 000 | 640 000 | | | |
| - Dons en nature | | | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 2 915 000 | 2 757 000 | | | |
| Résultat Net | 0 | 0 | | | |

(1) à renseigner pour l'année concernée par votre demande de subvention

SIGNATURE DU REPRESENTANT LEGAL

Anouk
LABORIE

Signature numérique de
Anouk LABORIE
Date: 2025.12.04 11:34:58
+01'00'

Annexe 3

Lien d'accès au cerfa ci-dessous

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623>



Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée. Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention. Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :

1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :

« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom :

Numéro SIRET :

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations :

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

2. Tableau de synthèse¹.

Exercice 20...

| CHARGES | Prévision | Réalisation | % | PRODUITS | Prévision | Réalisation | % |
|--|-----------|-------------|---|---|-----------|-------------|---|
| Charges directes affectées à l'action | | | | Ressources directes affectées à l'action | | | |
| 60 - Achat | 0 | 0 | | 70 - Vente de marchandises, produits finis, prestations de services | | | |
| | | | | 73 - Dotations et produits de tarification | | | |
| Achats matières et fournitures | | | | 74- Subventions d'exploitation ² | 0 | 0 | |
| Autres fournitures | | | | Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) | | | |
| 61 - Services extérieurs | 0 | 0 | | - | | | |
| Locations | | | | - | | | |
| Entretien et réparation | | | | Région(s) : | | | |
| Assurance | | | | - | | | |
| Documentation | | | | Département(s) : | | | |
| | | | | - | | | |
| 62 - Autres services extérieurs | 0 | 0 | | Intercommunalité(s) : EPCI ³ | | | |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | | | | - | | | |
| Publicité, publication | | | | Commune(s) : | | | |
| Déplacements, missions | | | | - | | | |
| Services bancaires, autres | | | | Organismes sociaux (détailler) : | | | |
| 63 - Impôts et taxes | 0 | 0 | | - | | | |
| Impôts et taxes sur rémunération | | | | Fonds européens | | | |
| Autres impôts et taxes | | | | L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés) | | | |
| 64- Charges de personnel | 0 | 0 | | | | | |
| Rémunération des personnels | | | | Autres établissements publics | | | |
| Charges sociales | | | | Aides privées | | | |
| Autres charges de personnel | | | | | | | |
| 65- Autres charges de gestion courante | | | | 75 - Autres produits de gestion courante | | | |
| | | | | Dont cotisations, dons manuels ou legs | | | |
| 66- Charges financières | | | | 76 - Produits financiers | | | |
| 67- Charges exceptionnelles | | | | 77- Produits exceptionnels | | | |
| 68- Dotation aux amortissements | | | | 78 - Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures | | | |
| CHARGES INDIRECTES AFFECTÉES À L'ACTION | | | | RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES À L'ACTION | | | |
| Charges fixes de fonctionnement | | | | | | | |
| Frais financiers | | | | | | | |
| Autres | | | | | | | |
| Total des charges | 0 | 0 | | Total des produits | 0 | 0 | |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴ | | | | | | | |
| 86- Emplois des contributions volontaires en nature | 0 | 0 | | 87 - Contributions volontaires en nature | 0 | 0 | |
| 860- Secours en nature | | | | 870- Bénévolat | | | |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services | | | | 871- Prestations en nature | | | |
| 862- Prestations | | | | | | | |
| 864- Personnel bénévole | | | | 875- Dons en nature | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | | TOTAL | 0 | 0 | |
| La subvention de€ représente% du Total des produits. | | | | | | | |

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

³ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁴ Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée⁵ :

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'association

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le à

Signature

⁵ Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »